

DISCOURS DE VŒUX 2018
DU DEPUTE JEAN-PAUL LECOQ
Jeudi 25 janvier 2018
Le Havre, salle des Fêtes de Graville

Madame la Sous-Préfète,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les Présidents, directeurs, administrateurs,

Mesdames et Messieurs les représentants des différents corps constitués,

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie pour avoir répondu si nombreux à notre invitation, avec Nathalie, pour partager ce moment de convivialité.

Et je remercie particulièrement les députés de la République Algérienne, dont le président de la Commission des Affaires Etrangères du Parlement l'Algérie, qui ont fait le déplacement ce soir, ce qui m'honore.

Nous avançons ainsi, petit à petit, vers le terme d'un mois de vœux bien rempli où chacun aura pu exprimer ses petites attentions comme ses grandes intentions, pour 2018.

Permettez-moi ce soir de vous adresser à mon tour, individuellement, tous mes vœux de santé, d'épanouissement et de partage, pour vous-même et pour vos proches.

Et, collectivement, des vœux de fraternité et de combattivité, persuadé que les peuples sont irrésistibles dès lors qu'ils ne forment pas une simple addition d'individualités.

Enfin, **des vœux de paix et de concorde**, dans un monde où les progrès du progrès, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité, doivent conduire à une juste répartition des richesses, à une extinction des guerres et à une renaissance de l'environnement.

Je rêve ? Peut être, mais alors rêvons ensemble pour que les rêves deviennent réalité.

Comme nous y invite cette belle phrase de John Lennon que je me suis permis d'emprunter.

Et nous voilà d'un coup la tête dans les étoiles, en gardant cependant les pieds bien sur terre.

Car c'est sur notre terre justement, et non depuis Jupiter, Mars ou ailleurs, qu'il convient de rendre notre monde meilleur.

Je sais, j'en ai conscience, il y a encore du boulot sur bien des terrains pour y parvenir !

Mais le progrès, c'est toujours une question de temps et de patience, de persévérance. Il est rarement offert.

La situation sociale et la redistribution des richesses

Plus les inégalités se creusent, plus les richesses sont confisquées, plus l'équilibre de toute la communauté humaine se trouve menacé.

Jusqu'à ce qu'il rompe pour inventer un nouveau point d'équilibre.

Si la loi n'est plus capable d'agir pour réguler, pour équilibrer, si elle n'est pas capable de permettre à chacun de disposer de ses droits fondamentaux :

se nourrir, se soigner, se loger, travailler, alors le peuple finit tôt ou tard par utiliser d'autres chemins pour se faire entendre.

Nous fêterons dans quelques mois le 50^e anniversaire du mouvement de mai 68.

Je ne propose pas d'en faire une reconstitution grandeur nature pour ceux qui auraient oublié ce qui a conduit tant de travailleurs et de jeunes à s'unir et à agir pour faire changer le système d'alors.

Quoique...

Cependant, je nous invite à méditer sur ce que la cupidité et l'avidité finissent toujours par créer :

Des larmes souvent, de la sueur tout le temps et au bout la victoire, toujours !

La victoire de ceux qui n'en peuvent plus d'être oubliés, sacrifiés, piétinés.

Jamais dans notre pays l'écart de richesses, n'aura été si grand entre les possédants et les dépossédés.

Notre pays vient ainsi de battre de nouveau le record de dividendes versés aux actionnaires, en même temps que le chômage et la pauvreté sont à leur plus haut niveau.

Comme quoi, la liberté totale accordée aux plus riches pour qu'elle ruisselle sur l'ensemble de la société est bien une escroquerie.

Cette situation insupportable appelle des réponses nouvelles.

Des réponses bien éloignées de celles, même repeintes sous une tonne de maquillage et labellisées d'une prétendue modernité, apportées par un Président et un gouvernement aux services des mêmes intérêts que leurs prédécesseurs sous Sarkozy et Hollande.

Un seul exemple : cette année, 10 % des Français les plus riches capteront 46 % des baisses d'impôts décidées dans le budget 2018 de l'Etat porté par la majorité présidentielle.

Pourtant, la vraie question n'est pas de réduire les dépenses publiques, donc de diminuer les moyens de nos services publics pour la vie quotidienne, la santé, le logement, l'école, l'université, le 3^e et 4^e âge ou la sécurité.

La seule question utile est de trouver les bonnes solutions pour que les caisses de la Nation soient alimentées à due proportion du niveau des richesses produites.

Ce qui est loin d'être le cas actuellement pour un pays figurant dans le top 10 des puissances économiques mondiales.

Et si ces caisses publiques sont vides, c'est parce que d'autres qui servent uniquement des intérêts particuliers, sont pleines à ras bord.

Avec mon groupe à l'Assemblée, nous avons défendu un budget de l'Etat à l'équilibre, sans déficit, à partir de mesures simples, justes et rapides à mettre en œuvre pour accroître les recettes de la Nation.

Un budget qui, par exemple, mobiliserait des milliards d'euros à partir d'un prélèvement de solidarité de 10 % sur les dividendes versés aux actionnaires, contre 3 % actuellement.

Il leur en resterait encore 90 % à disposition !

Et que l'on ne vienne pas nous dire que ce prélèvement ferait fuir les capitaux : rien de tel n'a été enregistré suite à la bien modeste taxe de 3 % instaurée sous Hollande et qui a apporté 10 milliards dans les caisses de l'Etat.

Un budget qui mobiliserait également les moyens nécessaires pour lutter contre la fraude fiscale dont le niveau atteint à lui seul celui du déficit de l'Etat.

Des pays, qui n'ont jamais rien eu de communiste, comme les Etats-Unis, ont déployé des mécanismes fiscaux qui ont fait considérablement reculer la fraude fiscale.

Et nous, berceau des solidarités, Nation de l'abolition des privilèges, nous aurions peur de voir partir quelques milliardaires dès lors que nous leur demanderions de faire preuve d'un peu plus de civisme et de solidarité à l'égard de leur pays ?

J'arrête là les exemples, ils sont nombreux.

Retenons simplement que l'argent existe bel et bien, qu'il coule à flot mais qu'il n'irrigue plus suffisamment notre société.

C'est en allant le chercher là où il se trouve que la plupart des maux auxquels sont confrontés un nombre croissant de nos concitoyens seront réellement traités.

Pas dans l'organisation d'une pénurie qui met désormais en péril tout l'équilibre de notre République.

Et que personne ne vienne nous faire croire que ces richesses ne seraient que la somme du mérite individuel de ses détenteurs.

Pour chaque richesse produite, il y a un apport collectif de la société, à travers des services publics, des infrastructures, des lois...

Et il y a un apport collectif des salariés qui mettent leur talent, leur savoir-faire, leur temps et quelquefois leur santé, au service de cette production de richesses, donc des profits qui sont dégagés.

Le salaire qu'ils en perçoivent à la fin du mois n'est pas un solde de tout compte et encore moins un pourboire.

C'est un premier dû, mais c'est loin d'être la seule contrepartie à leur verser en échange de leur engagement professionnel et personnel.

La destinée de l'entreprise n'appartient pas plus à celui qui y place ses capitaux qu'à ceux qui la font tourner.

Victor Hugo dénonçait au 19^e siècle le paradis des riches pavés de l'enfer des pauvres.

Inventons ensemble au 21^e siècle le paradis pour tous, sur terre, ici et maintenant.

Et nous revoilà de nouveau la tête dans les étoiles et pourtant toujours les pieds bien sur terre.

L'action parlementaire

Cette terre d'ici, fierté des gens d'ici, cette terre de l'Estuaire bordant l'océan grand ouvert sur le monde.

En juin dernier, j'ai été élu pour faire entendre votre voix et défendre les intérêts de notre territoire commun de vie et d'emplois à l'Assemblée Nationale.

Fort de cette confiance accordée par les havrais, les gonfrevillais, les harfleurais, et les gainnevillais, j'ai redoublé d'énergie pour m'opposer aux politiques de régression sociale :

- Casse du Code du travail,
- baisse des APL et du budget consacré au logement social, à l'hôpital,
- réduction de la couverture sociale,
- fin des contrats aidés,
- hausse de la CSG qui frappe injustement les retraités...

Une politique de cadeaux aux privilégiés financée par de nouveaux efforts réclamés à tout le reste de la population.

Jean m'a écrit cette semaine, comme tant d'autres, pour m'informer que sa caisse de retraite vient de lui prélever 23 Euros sur les 317 Euros qu'il percevait en complément des allocations versées au titre de son invalidité.

En réaction, Jean vient de saisir Edouard Philippe pour lui demander comment bien vivre sa retraite, c'est le slogan de la communication gouvernementale en direction du 3^e âge, avec un mois de pension en moins lorsque l'on est invalide à 80 %.

Cela se passe sur Terre, en France, au Havre, ici en 2018. Et pour le coup, vous ne rêvez pas.

Toutes ces injustices, cette situation, ce vécu des gens d'ici, me poussent à porter nombre de propositions alternatives pour faire reculer les inégalités et mieux répartir les richesses.

Et je compte bien continuer, avec vos contributions, votre soutien, à poursuivre sur ce chemin.

Car s'opposer sans proposer, cela n'a jamais été dans mes habitudes, ni dans celles des élus communistes Français.

Pour nous, résister au présent se conjugue toujours avec des perspectives d'avenir. Un idéal et des valeurs.

L'international

Dans le même temps, tout au long des premiers mois de cette nouvelle législature, j'ai poursuivi mes interventions en faveur des Droits de l'Homme et du respect des peuples.

Pour le respect des résolutions de l'ONU et la recherche de solutions diplomatiques aux conflits.

Pour la reconnaissance des droits des peuples Sahraouis et Palestiniens, convaincus que tous les murs finiront tôt ou tard par céder.

Je me suis rendu en Turquie pour soutenir les députés poursuivis pour terrorisme, puisque, sous le régime Erdogan, s'opposer aux politiques du gouvernement est assimilable à un acte de terrorisme.

Un régime qui bombarde actuellement les Kurdes qui ont combattu DAESH.

J'ai agi en faveur de la reconstruction politique et démocratique au Mali ou encore pour mettre fin à la colonisation de Mayotte.

Et, bien entendu, avec tant d'autres élus, militants associatifs et syndicaux, ONG et citoyens, j'ai poursuivi nos démarches en vue de faire échouer le CETA, ce traité libéral de libre-échange entre l'Europe et le Canada.

Parce qu'il est dangereux pour les peuples, les consommateurs, les travailleurs et parce qu'il est dangereux pour la démocratie.

Enfin, j'ai été désigné pour co-présider **la mission parlementaire sur la non-prolifération des armes nucléaires.**

Une mission d'information sur l'avenir des armes nucléaires en France.

Ces travaux déboucheront sur un rapport déposé vers le mois de juin pour porter des orientations concrètes sur la politique nucléaire militaire de notre pays.

Je ne peux pas encore vous dire où cela nous conduira, mais vous voyez déjà où je veux en venir...

Un monde qui choisisse la voie du désarmement nucléaire global, un monde où les relations humaines, le dialogue, le respect auront remplacé les armes et les guerres.

Ces guerres qui entraînent la misère.

Ces guerres et cette misère qui poussent des milliers de personnes à fuir leur pays et à demander asile, au nom de l'humanité, à la patrie des Droits de l'Homme.

La seule réponse acceptable à cet appel de détresse c'est la main tendue et certainement pas le bras d'honneur.

Ces guerres et cette misère qui alimentent aussi le terrorisme.

Ce terrorisme qui veut imposer sa dictature en semant la haine, la peur, en dressant les gens les uns contre les autres, en frappant aveuglément, doit être combattu à chaque instant, mais pas n'importe comment.

Il doit être combattu avec toute la fermeté d'une nation unie, en ne cédant jamais à ce qu'il attend : nous écarter de nos cultures, de nos aspirations à vivre ensemble, de nos libertés, de nos valeurs.

D'autant plus que le monde devient de plus en plus instable.

Guidé par la boussole de la paix entre les peuples, je travaille à faire en sorte que la France assume un rôle de défenseur des droits de l'Homme face aux risques de conflits.

Dans ce gigantesque méli-mélo international, les prochaines élections seront européennes l'année prochaine.

Ce sera le moment d'envoyer un signal fort des peuples européens.

Je suis convaincu que l'avenir de l'Europe sera social ou ne sera pas.

Elle doit refléter la protection, la paix, la justice et la solidarité.

Et le renouvellement du parlement européen doit incarner ce changement de trajectoire en mettant en avant la lutte contre les traités libéraux, en luttant contre l'évasion fiscale et en permettant aux Etats de dépenser plus et mieux pour relancer la croissance européenne.

Je rêve ? Alors rêvons ensemble et agissons pour que tout cela devienne réalité.

L'action au service du territoire

Convaincu que la politique doit se faire ensemble, et parce que je n'ai jamais perdu de vue que tout part toujours des gens pour revenir vers les gens, je relaye au sommet de l'Etat les aspirations et projets que vous m'exprimez pour améliorer votre quotidien :

- Pour que le logement soit accessible physiquement et financièrement à tous,
- Pour mettre un terme au déficit médical.

A ce sujet, j'ai soutenu, il y a quelques jours, un projet de loi visant à affecter temporairement les médecins, sur les bassins de vie dépourvus d'une offre de soin suffisante.

Le gouvernement préfère miser sur la télémédecine. Un écran entre le patient et le praticien... C'est tout dire de la société qu'il nous prépare...

- Intervention également pour renforcer les moyens des EHPAD publics et mettre fin à la marchandisation des lits au profit des établissements privés ;

Les besoins de prise en charge de nos aînés augmentent alors que les moyens baissent, ce n'est pas normal.

Une journée nationale d'action des personnels des EHPAD aura lieu le 30 janvier prochain. Allons les soutenir !

- Intervention encore pour que nos établissements scolaires, nos collèges, soient dotés des moyens d'assurer un enseignement de qualité dans des conditions d'accueil dignes de ce nom.
- Ou pour l'environnement, la préservation de la bio-diversité, une agriculture saine produite par des agriculteurs respectés et une transition énergétique intelligente.

J'ai agi pour relayer vos luttes :

- Ceux pour l'égalité femmes-hommes,
- Ceux pour les droits des salariés,
- Ceux de Lafarge en demandant notamment la nationalisation de ce groupe
- Ceux des mal-logés, des maltraités,
- Ceux des victimes de l'amiante,
- Ceux des malades de la fibromyalgie,

Ou encore pour consolider notre territoire :

- notre port qui, s'il est doté des investissements et du soutien de l'Etat qu'il mérite, peut créer sur l'axe Seine 15.000 emplois nouveaux sur 30 ans.
- notre ligne ferroviaire modernisée pour les passagers et pour le fret, et sans attendre 30 ans !
- nos industries qui ont besoin d'être soutenues, accompagnées pour traverser les mutations qu'elles doivent réaliser,

- notre centrale thermique qui doit être sauvegardée à partir d'un nouveau process vert actuellement expérimenté à Cordemais, j'y suis allé,
- nos services publics de proximité.

Le territoire, l'unité, le rassemblement

Ce territoire, notre territoire commun, a une histoire.

Une longue histoire, quelquefois tragique, nous fêterons cette année le 100e anniversaire de la réhabilitation judiciaire de Jules Durand.

Notre territoire a une culture bien à lui, forgée par le brassage de populations qui ont toujours su s'unir pour le faire avancer ou le défendre.

Notre territoire a bien des atouts et un bel avenir.

C'est ce que je suis parti valoriser en Chine avec la délégation Présidentielle en début de mois.

C'est ce que je vais présenter à une dizaine de parlementaires que je vais accueillir ici, avec la communauté maritime et portuaire, le 5 février.

Notre bassin de vie et d'emplois, de dimension et donc aux enjeux nationaux, parce qu'il est tourné vers l'international, a vocation à être consolidé, soutenu comme il se doit dans un même élan par la puissance publique, les décideurs économiques et les salariés.

Les diviser, les dresser les uns contre les autres, c'est à coup sûr tirer une balle dans le pied de chacun.

Et que ceux qui, par exemple, veulent mettre fin aux grèves se mobilisent pour qu'il n'y ait plus aucune raison de faire grève.

Les rassembler, les mettre en mouvement, c'est au contraire donner à notre territoire et à ses acteurs du souffle, de la force et de l'énergie.

Sans doute, et je le souhaite de longue date, notre territoire doit-il se doter désormais d'une nouvelle organisation institutionnelle, sous forme d'une intercommunalité ouverte aux communes situées au nord de la CODAH vers Criquetot et à l'est vers Saint-Romain.

Je le plaide depuis des années.

Mais dès lors que l'esprit communautaire en vigueur ici est bien respecté.

Un esprit qui rappelle qu'une agglomération ne se construit jamais contre l'intérêt des communes membres, donc des gens et leurs représentants légitimes que sont les élus municipaux.

Mais, au-delà de ces questions d'organisation, je souhaite et je nous souhaite tous, de réaffirmer unanimement le rôle capital de notre Estuaire sur le plan économique et industriel, social, culturel, sportif, associatif.

Et pour peser ensemble pour notre territoire, dans le respect des besoins et des attentes de chacun de ses acteurs, vous pouvez compter sur moi.

Au Havre comme à Paris, et partout où c'est nécessaire.

Depuis l'Assemblée, parce que là bas vous êtes toujours avec moi et, peut être bien aussi, parce que ma seule ambition est de rester ici, toutes mes interventions parlementaires ne vous perdent jamais de vue.

Mes premières interventions ont abouti

- A ce que le SMIC et la durée légale du travail à 35 heures demeurent régis par la loi échappant ainsi à la casse du Code du travail.
- Que de nouveaux droits soient définis pour les aidants familiaux.
- Le maintien des éditions locales de France 3, dont Baie de Seine, même si la vigilance reste d'actualité.
- Ces interventions, avec celles de Sophie Hervé et d'Alban Bruneau, Conseillers départementaux, ont permis le règlement de la situation du port de pêche du Havre dont l'absence de direction et d'investissements menaçait son avenir.
- Le maintien des conditions de travail dans le futur bureau de poste déplacé de Gonfreville l'Orcher, après avoir contribué à obtenir le maintien de celui de l'Eure-Brindeau.

Mais la liste est encore longue des avancées à obtenir pour sauvegarder un véritable service postal de proximité. Je m'en suis entretenu hier avec le PDG du groupe.

Des dossiers ont avancé, bien d'autres restent à booster, je pense notamment à la sauvegarde de nos tribunaux locaux, mais soyez assurés que je maintiens la mobilisation, avec vous, sur tous les fronts.

Le front de l'emploi pour que les salariés soient enfin considérés comme des atouts, un investissement humain, une richesse, et non un coût, une variable d'ajustement.

Comme chez Carrefour qui annonce des licenciements massifs alors que son chiffre d'affaires gargantuesque est stable depuis 5 ans et qu'il vient de dégager 2 milliards d'euros de bénéfice cette année !

Ou encore pour que les demandeurs d'emplois ne soient plus considérés pour ce qu'ils ne sont sûrement pas : des profiteurs.

Et pour que tous, nous contribuions à agir ensemble pour créer de l'activité, des richesses et de l'épanouissement.

Le front des services publics, notre patrimoine commun.

Des services à tous les publics, et non des services à certains publics qui ont les moyens de se les payer.

A l'hôpital bien sur où l'égalité devant le droit de se soigner est aujourd'hui clairement menacée par l'austérité gouvernementale et les logiques libérales de rationnement.

Avec mon groupe nous avons interpellé le gouvernement sur le mal être hospitalier et l'état d'urgence dans lequel se trouvent nos hôpitaux.

Nous avons également engagé un tour de France des hôpitaux pour que cette fois se soient les patients et les personnels de santé qui prescrivent des ordonnances au gouvernement !

Mais cette mobilisation nécessaire et salubre pour le service public est tout aussi valable à la sécu, à l'image des actions des personnels de la **CPAM du Havre**.

Ou encore pour permettre à la justice d'agir sereinement et aux personnels de la police et à ceux de la pénitentiaire d'œuvrer dans la dignité et la sécurité.

Ces derniers sont engagés comme vous le savez dans un vaste mouvement social, ils ont tout mon soutien !

Les fronts d'action, d'intervention, concernent également **les déplacements**.

Le libéralisme a vendu sa camelote sur l'idée de la liberté pour les gens et pour les biens de pouvoir circuler sans entrave.

Il a juste oublié de préciser que cette libre circulation reposait sur la capacité de chacun de pouvoir se la payer !

Sur ce front, **celui des transports**, pour le ferroviaire, afin de désenclaver notre territoire bien entendu, réduire le nombre de camions sur les routes, mais aussi pour un véritable service public du rail.

Il faut arrêter de prendre les usagers pour des imbéciles.

La résolution des difficultés rencontrées à la SNCF passe par l'arrêt des réductions, d'emplois et de l'offre ferroviaire, pour en revenir à un véritable maillage du territoire, permettant à tous ceux qui le souhaitent d'utiliser un train plutôt que leur voiture.

Mais sur ce front des transports dont les enjeux environnementaux et sociétaux sont colossaux, **il convient également d'aller encore plus loin pour les transports en commun**.

C'est pas moi qui le dis ainsi, c'est le slogan retenu pour la carte de vœux de Lia. Banco !

Les transports en commun doivent être plus fréquentés en agissant enfin sur le levier des tarifs.

Le réseau doit être plus accessible, notamment pour les demandeurs d'emplois et les jeunes, et pour tous lors des pics de pollution, des fêtes de fin d'année ou des grandes manifestations.

Mais je n'oublierais pas sur ce front des déplacements, la nécessité d'arrêter de considérer les automobilistes comme des tirelires sur roues, surtout dans une période de récession du pouvoir d'achat d'une large majorité de nos concitoyens.

Les péages routiers sont une camisole nuisible pour les gens comme pour l'activité, en particulier dans notre agglomération, alors que ceux du stationnement deviennent également problématiques.

Il convient tout autant d'arrêter de considérer les automobilistes et les motards comme des délinquants en puissance.

La lutte contre l'insécurité routière nécessite des investissements publics, une véritable politique publique de la sécurité, et pas des mesures destinées à financer le budget de l'Etat par des taxes qui ne disent par leur nom, et une privatisation des contrôles par des entreprises qui n'ont qu'un seul intérêt : faire du chiffre.

Enfin, sur ces différents fronts, je n'oublie pas celui de l'éducation.

Pour que l'école ne soit plus l'otage de la calculette et pour que nos enfants soient respectés pour ce qu'ils sont : des êtres humains à part entière et des citoyens en puissance.

Le front de l'enseignement c'est aussi celui de l'enseignement supérieur. Y accéder est un droit plein et entier, pas un droit filtré par une sélection qui a honte de son nom.

Ce dont souffre l'enseignement supérieur c'est d'un manque à la fois de moyens et d'une réelle volonté publique depuis des années, et pas d'autres choses.

C'est toujours la même histoire, les gourous du libéralisme économique organisent sciemment et durablement la pénurie jusqu'à ce que le service public finisse par buguer.

Puis ils en profitent pour expliquer qu'il faut réduire l'offre, les effectifs pour adapter les besoins aux moyens.

Que tout cela au final, serait qu'une question d'organisation, de dématérialisation...

C'est une fable et qui n'a rien à voir avec celles de La Fontaine. L'enjeu c'est au contraire, pour un service public, d'adapter les moyens aux besoins !

Quant à notre université dont l'existence est le fruit d'une longue mobilisation locale dans laquelle les élus communistes à l'image d'André Duroméa, de Daniel Paul et de François Guégan, ont joué un rôle moteur.

Elle est aujourd'hui clairement menacée par les prétentions du Président de Région qui souhaite sa fusion avec celle de Rouen et de Caen.

Contre d'ailleurs l'avis de leurs acteurs et de leurs présidents à qui j'ai immédiatement apporté mon soutien.

Notre université doit demeurer une université de plein exercice et non se retrouver absorbée dans je ne sais quelle fusion régionale lui faisant perdre sa force comme sa substance.

Décidément, après sa volonté de voir notre port devenir un simple port régional, le sort qu'il entend réserver à notre université en dit long sur la manière dont le Président de Région se considère et nous considère.

Il n'est pourtant pas le nouveau Duc de Normandie !

Avec vous

Je terminerai en rappelant que pour toutes ces revendications, pour ces actions, j'ai à cœur de m'inspirer de nos échanges, ceux de nos rencontres, sur le terrain, dans les manifestations qu'elles soient revendicatives ou festives, ou à ma permanence.

Comme ceux que nous avons lors des rencontres régulières que j'organise dans les communes et quartiers de notre circonscription.

J'ai également à cœur de vous rendre compte et de vous associer, conscient chaque jour que vous êtes toujours avec moi à l'Assemblée.

C'est l'objet de mes pages Facebook, de la chaîne You Tube ou du site internet que nous avons créé. De la lettre que j'édite régulièrement à partir de ce mois de janvier.

Mais désormais, il nous faut franchir une nouvelle étape dans ce travail collectif.

Parce que vous êtes les meilleurs experts de vos quotidiens, nous allons animer des ateliers législatifs sous diverses formes, pour construire ensemble des propositions de loi ou des interventions utiles sur des sujets d'enjeux que nous connaissons ici.

Nous travaillerons dans le domaine du logement, de la santé, du travail selon vos idées et les besoins des gens d'ici.

Nous prendrons pour cela le temps nécessaire en nous affranchissant du calendrier parlementaire dicté par l'Elysée.

Le travail parlementaire sous Macron

Car il faut en avoir conscience, cette présente Législature se déroule dans des conditions rendues difficiles par la pensée Présidentielle, j'ajouterai l'égo Présidentiel, visant à réduire le rôle du Parlement à une simple chambre d'enregistrement.

Comme si la modernité et la simplicité souvent avancées dans les slogans consistaient à se passer des contre-pouvoirs.

Tout le travail parlementaire dense, engagé au quotidien avec mes 15 autres camarades du groupe de la Gauche Démocratique et Républicaine, en lien également avec ceux du groupe de la France Insoumise, consiste souvent à réaffirmer le rôle essentiel que les députés doivent jouer dans l'organisation démocratique de notre République.

Un député existe pour créer des lois et pour contrôler l'exécutif. La séparation des pouvoirs, dans notre démocratie, est une garantie. Donc une exigence.

Et un député, cela doit être un lien permanent entre les citoyens et le pouvoir national. Pas une courroie de transmission entre un Président et son parti politique.

Où alors la modernité affichée n'est ni plus ni moins que la résurgence de la féodalité, version XXI^e siècle.

Avec ce mandat présidentiel et législatif, la question de savoir quelle société nous voulons demain est clairement posée.

Une société basée sur la privatisation des profits et la collectivisation des pertes ?

Une société tournée vers l'avidité où toute notion de justice et de justesse aura disparu ?

Ou une société basée sur :

- Le droit de vivre décemment.
- Le droit de ne pas être exploité ou discriminé.
- Le droit de pouvoir exercer ses droits !

Le droit par exemple, non pas d'obtenir un emploi ou un bout d'emploi pour s'occuper et sortir des statistiques, celui d'un vrai travail pour faire vivre sa famille !

Préparer cette société là, basée sur l'humain d'abord, ne consiste pas seulement à résister et à lutter contre les dérives actuelles, même si c'est le passage obligé.

La préparer, c'est aussi construire des alternatives basées sur l'humanisme et la solidarité, la justice.

C'est ce que je nous souhaite de construire ensemble, aujourd'hui pour demain, pour nous-mêmes et pour nos enfants.

Une société sans mur et sans citadelle.

Un Havre dynamique et solidaire.

Un Havre en commun.

Je rêve... peut être bien, mais j'agis !

Une publicité hôtelière dit « pour réaliser ses rêves il faut se réveiller » et le « Courrier Cauchois » titrait la semaine dernière : « Jean-Paul Lecoq sonne le réveil ».

Continuons de rêver et d'agir, bien réveillé !

C'est ainsi que les rêves se transformeront en réalité !

Bonne année...